



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**  
**COMMUNE D'AUDERGHEN**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

**Présents** Jean-Claude Vitoux, *Président* ;  
Christophe Magdalijs, *Bourgmestre f.f.* ;  
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops,  
Pascale Despineto, Dirk Hoomaert, *Échevin(e)s* ;  
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent  
Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame,  
Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Valérie  
Schneider, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés** Didier Molders, Suat Kuraoglu, André Decourrière, Iliassou Amadou Moumouni, *Conseillers communaux*.

**Séance du 22.12.16**

---

**#Objet : Règlement-taxe sur les enseignes - Modification#**

---

Séance publique

**Service Juridique**

LE CONSEIL,

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le Règlement-taxe sur les enseignes adopté par le Conseil communal en sa séance du 19 décembre 2013 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant le projet de modification des articles 2, 4, 5 et 11 du Règlement-taxe sur les enseignes ;

DECIDE :

D'arrêter le règlement-taxe sur les enseignes comme suit :

Article 1

Il est établi au profit de la commune d'Auderghem, du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2021, une taxe annuelle sur les enseignes, qu'elles soient ou non lumineuses, éclairées, projetées.

Article 2

Est réputée enseigne, l'indication visible de la voie publique ou d'une galerie privée et ayant pour but de faire connaître au public le commerce ou l'industrie qui s'y exploite, la profession qui s'y exerce ou les opérations qui s'y effectuent.

Article 3

Ne donne pas lieu à la perception de la présente taxe :

1. Les enseignes appartenant aux personnes morales de droit public, aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique qui diffusent un message d'intérêt général sans promouvoir directement ni indirectement ou accessoirement, un commerce, une entreprise, une profession ou un

service rémunéré ;

2. Les enseignes sur façade présentant les caractéristiques suivantes :

- Elle ne comporte que le nom du commerce ou de l'activité qui y est exercée ;
- Elle est parallèle à la façade ;
- Elle n'est pas placée devant des ouvertures ;
- Elle est d'une surface inférieure à 3m<sup>2</sup> ;
- Elle ne s'étend pas sur plusieurs façades.

3. Les enseignes sur vitrine présentant les caractéristiques suivantes :

- Elle ne comporte que le nom du commerce ou l'activité qui y est exercée ;
- Elle est d'une surface inférieure à 1.5m<sup>2</sup>.

4. Le mobilier placé dans l'espace public présentant les indications visées à l'article 2 du règlement.

Les exonérations prévues s'appliquent sans préjudice des sanctions pouvant être infligées en cas de violation du Règlement général de police et en cas de violation de l'arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2006 arrêtant le Règlement régional d'urbanisme. »

#### Article 4

Le taux de la taxe est fixé à onze euros (11€) par mètre carré ou fraction de mètre carré pour les enseignes de moins de 9 m<sup>2</sup> qui ne sont pas exonérées en vertu de l'article 3 du présent règlement.

Le taux de la taxe est fixé à vingt-deux euros (22€) par mètre carré ou fraction de mètre carré pour les enseignes de 9 m<sup>2</sup> et plus.

Les cordons lumineux qui ne font pas corps avec l'enseigne ou la publicité sont taxés, à raison de leur longueur et au taux de 50 cents (0.50€) par mètre courant, avec un minimum de cinq euros (5€).

#### Article 5

La surface imposable est calculée comme suit : s'il s'agit d'une seule surface : à raison des dimensions du dispositif qui contient l'enseigne ou la publicité et s'il s'agit d'une figure géométrique irrégulière, à raison de celles du rectangle dans lequel le dispositif est susceptible d'être inscrit ; si l'enseigne ou la publicité comporte plusieurs faces, la taxe est calculée sur base de la surface totale de toutes les faces visibles simultanément ou successivement ; si l'enseigne ou la publicité est constituée elle-même par un volume, la surface de ce dernier est forfaitairement censée être le double du produit de sa hauteur par sa plus grande largeur, le résultat étant exprimé en mesure de surface ; si le dispositif d'un appareil permet la présentation ou la projection successive de plusieurs textes, dessins,... la taxe est perçue autant de fois qu'il existe de présentations ou de projections différentes.

Si plusieurs surfaces ou volumes taxables concernant des industries, professions ou commerces différents sont apposés sur un même immeuble par un ou plusieurs contribuables, ils sont taxés séparément.

#### Article 6

La taxe est due :

pour les enseignes : par la personne physique ou morale qui exerce ou fait exercer la profession, l'industrie ou le commerce auquel se rapporte l'enseigne donnant lieu à la taxation.

pour les publicités : par la personne physique ou morale qui sollicite l'autorisation de placement ou à l'initiative de laquelle le placement est effectué.

En cas de défaillance du débiteur principal de la taxe, celui qui autorise ou tolère l'apposition de l'enseigne ou de la publicité taxable sur l'immeuble qu'il occupe ou dont il est propriétaire, est tenu au paiement de l'imposition.

#### Article 7

La taxe est due en entier et pour toute l'année. Toutefois, elle est réduite de moitié : si l'enseigne ou la publicité n'est placée qu'après le 30 juin de l'exercice ; en cas de disparition de la matière taxable avant le 1<sup>er</sup> juillet de l'exercice. Le fait du placement d'une nouvelle enseigne ou publicité, de l'augmentation de la superficie d'une enseigne ou publicité existante, doit être notifié à l'administration communale dans les quinze jours.

De même, toute réduction apportée aux dimensions d'une enseigne ou publicité, ou son retrait pur et simple, doit être notifié à l'administration communale dans les quinze jours, sous peine de déchéance du droit de modération éventuelle de la taxe.

#### Article 8

La taxe est due par voie de rôle.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins fait procéder chaque année à un recensement des éléments taxables.

#### Article 9

Les personnes tombant sous l'application de la taxe sont tenues d'en faire la déclaration par écrit à l'Administration Communale dans les 15 jours du placement d'une nouvelle enseigne ou publicité, de l'augmentation de la superficie d'une enseigne ou publicité existante. A défaut de déclaration dans les délais ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise, le redevable sera imposé d'office.

Le défaut de déclaration ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise, sont punis d'une majoration égale à la taxe et, en cas de récidive dans l'année, d'une majoration égale au double de la taxe.

#### Article 10

Le redevable recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition. Le rôle est transmis contre accusé de réception au Receveur communal chargé du recouvrement qui assure sans délai l'envoi des avertissements-extraits de rôle. Le rôle portera les mentions indiquées à l'article 4 § 2 de l'ordonnance du 3 avril 2014. L'avertissement-extrait de rôle comprend les informations indiquées à l'article 4 § 2 et 3 de l'ordonnance du 3 avril 2014. Une synthèse du règlement en vertu duquel la taxe est due sera jointe à l'avertissement-extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. Elle doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Elle doit en outre, à peine de nullité, être introduite par écrit, signée et motivée par le réclamant ou son représentant et mentionner :

- 1/ le noms, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie
- 2/ l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 23 décembre 2016

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**  
**GEMEENTE OUDERGEM**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

**Aanwezig** Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter* ;  
Christophe Magdalijs, *Burgemeester d.d.* ;  
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops,  
Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, *Schepenen* ;  
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent  
Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame,  
Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Valérie  
Schneider, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd** Didier Molders, Suat Kuraoglu, André Decourrière, Iliassou Amadou Moumouni,  
*Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 22.12.16**

---

**#Onderwerp : Belasting-Reglement op de uithangborden - Wijziging#**

---

Openbare zitting

**Juridische dienst**

DE RAAD,

Gezien de ordonnantie van 03.04.2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen ;

Gezien de belastingreglement op de uithangborden in zitting van 19.12.2013 door de Raad goedgekeurd;

Gezien de financiële situatie van de gemeente ;

BESLIST :

de belastingreglement op de uithangborden te bepalen :

Artikel 1

Vanaf 1 januari 2017 en dit tot 31 december 2021, wordt er ten voordele van de Gemeente Oudergem, een jaarlijkse belasting geheven op op de al dan niet lichtgevende, verlichte en geprojecteerde uithangborden.

Artikel 2

Onder « uithangborden » dient verstaan : aanduiding en, zichtbaar van de openbare weg of van een privé galerij met het doel het publiek bekend te maken omtrent de handel of industrie dat er uitgebraat wordt, het beroep dat er uitgeoefend wordt of de verrichtingen dat er gedaan worden.

Artikel 3

De inning van deze heffing is niet van toepassing op:

1. De uithangborden van publiekrechtelijke rechtspersonen, van verenigingen zonder winstoogmerk en van instellingen van openbaar nut die een boodschap van algemeen belang verspreiden zonder rechtstreeks, onrechtstreeks noch bijkomstig een handel, een onderneming, een beroep of een vergoede dienst te promoten;

2. De uithangborden aan de gevel hebben de volgende eigenschappen:

- Het bevat enkel de handelsnaam of de naam van de uitgeoefende activiteit;
- Het is evenwijdig aan de gevel;
- Het is niet geplaatst voor openingen;
- Het heeft een oppervlakte van minder dan 3m<sup>2</sup>;
- Er worden geen verschillende gevels door bedekt.

3. De uithangborden aan het uitstalraam hebben de volgende eigenschappen:

- Het bevat enkel de handelsnaam of de naam van de uitgeoefende activiteit;
- Het heeft een oppervlakte van minder dan 1,5m<sup>2</sup>

4. Het meubilair op openbare plaatsen met gegevens zoals vermeld in artikel 2 van het reglement. Voorziene ontheffingen worden toegepast onverminderd mogelijke sancties in het geval van inbreuk op het Algemene politiereglement en in het geval van inbreuk op het regeringsbesluit van het Hoofdstedelijk Gewest Brussel van 21 november 2006 ter regeling van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening.

#### Artikel 4

Het bedrag van de heffing wordt vastgelegd op elf euro (11€) per vierkante meter of fractie van een vierkante meter voor uithangborden kleiner dan 9 m<sup>2</sup> die niet zijn vrijgesteld krachtens artikel 3 van onderhavig reglement.

Het bedrag van de heffing wordt vastgelegd op tweeëntwintig euro (22€) per vierkante meter of fractie van een vierkante meter voor uithangborden van 9 m<sup>2</sup> en meer.

Lichtsnoeren die geen eenheid vormen met het uithangbord of met de reclame, zullen worden belast op grond van hun lengte en tegen een bedrag van 50 cent (0.50€) per lopende meter, met een minimumtarief van vijf euro (5€).

#### Artikel 5

De belasting wordt vastgesteld op elf euro (11 €) per vierkante meter of gedeelte van een vierkante meter. De neonbuisverlichtingen die geen geheel vormen met het uithangborden of de reclame, worden belast op basis van hun lengte et dit tegen vijftig cent (0,50 €) per strekkende meter, met een minimum van vijf euro (5 €).

#### Artikel 6

De belastbare oppervlakte wordt berekend als volgt :

voor de uithangborden en reclames met één zichtbare zijde : door de afmetingen van de armatuur die het uithangbord of de reclame omsluit; voor de uithangborden of reclames waarvan de figuur geometrisch onregelmatig is, door de afmetingen van de rechthoek waarin het uithangbord of reclame kan worden omschreven ; voor de uithangborden of reclames met meerdere zichtbare zijden, is de belasting berekend op basis van de totale oppervlakte der zichtbare zijden, wanneer het uithangborden of de reclame een volume vormt, wordt de oppervlakte van dit laatste geacht gelijk te zijn aan het dubbel van het product van de hoogte en zijn grootste breedte. Het resultaat zal uitgedrukt zijn in oppervlaktematen; indien het apparaat toelaat achtereenvolgens verschillende voorstellingen of projecties van teksten, tekeningen, enz... weer te geven, wordt de belasting zoveel malen als er verschillende voorstellingen of projecties zijn geïnd. Wanneer meerdere belastbare uithangborden of reclames aangebracht zijn op éénzelfde gebouw, door één of meer belastingsplichtigen, zullen zij afzonderlijk belast worden.

#### Artikel 7

De belasting is verschuldigd :

voor de uithangborden : door de rechts-of de natuurlijke persoon die het beroep uitoefent of doet uitoefenen, de industrie of de handel waarop het belastbare element betrekking heeft.

voor de reclames : door de rechts-of de natuurlijke persoon die de toelating aanvraagt tot het plaatsen van de reclame of op wiens initiatief de reclame wordt geplaatst. Ingeval van tekortkoming van de hoofdbelastingplichtige, is de belasting verschuldigd door de persoon die toestemming geeft tot het plaatsen van een belastbaar uithangbord of reclame op het huis dat hij betreft of waarvan hij eigenaar is.

#### Artikel 8

De belasting is verschuldigd voor het gehele jaar. Zij wordt nochtans tot de helft herleid: als het uithangbord of de reclame geplaatst wordt na de 30 juni van het dienstjaar; in geval van verwijdering van het uithangbord of de reclame vóór 1 juli van het dienstjaar. Het plaatsen van een nieuw uithangbord of reclame, de vermeerdering van de oppervlakte van het uithangbord of de reclame, dienen binnen de veertien dagen aan het Gemeentebestuur medegedeeld te worden. Elke vermindering aangebracht aan de afmetingen van een uithangbord of reclame, of de verwijdering, dienen binnen de veertien dagen aan het Gemeentebestuur medegedeeld te worden. op straffe van geen recht op vermindering te bekomen.

#### Artikel 9

De belasting is verschuldigd door inkohiering. Het College van Burgemeester en Schepenen zal ieder jaar doen overgaan tot een telling van de belastbare elementen .

#### Artikel 10

De heffingsplichtige zal kosteloos een aanslagbiljet ontvangen. De aanslag van de heffing wordt uitgevaardigd en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen, ten laatste op 30 juni van het jaar volgende op het boekjaar van de heffing. De aanslag wordt meegedeeld per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs aan de gemeentelijke ontvanger belast met de ontvangst waardoor wordt verzekerd dat de aanslagbiljetten onverwijld worden verstuurd. Het biljet vermeldt de gegevens uit artikel 4 § 2 van de verordening van 3 april 2014. Het aanslagbiljet bevat de informatie uit artikel 4 § 2 en 3 van de verordening van 3 april 2014. Bij het aanslagbiljet wordt een samenvatting gevoegd van het reglement op basis waarvan de heffing wordt verschuldigd. De heffing dient te worden betaald binnen twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

De heffingsplichtige kan een bezwaarschrift indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen. Het bezwaarschrift moet, op straffe van verval, worden ingediend binnen een termijn van drie maanden te tellen vanaf de derde werkdag na de verzenddatum van het aanslagbiljet. Daarbij moet het, op straffe van nietigheid, schriftelijk, ondertekend door de bezwaar makende persoon of door zijn vertegenwoordiger, worden ingediend met vermelding van:

- 1° de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de heffingsplichtige ten laste van wie de heffing gevestigd wordt;
- 2° het onderwerp van het bezwaarschrift en een opgave van de feiten en middelen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 23 december 2016

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs